

## L'histoire contemporaine expliquée par la révolution de l'information

*L'approche scientifique consiste à simplifier le plus possible l'explication de phénomènes complexes en réduisant le nombre des causes plausibles.*

par Jean-Jacques Rosa

Le XX<sup>e</sup> siècle étant derrière nous, les bilans et mises en perspective se multiplient. Naguère très prisée, la philosophie de l'histoire, la recherche de grandes explications simplificatrices de l'évolution des sociétés, des vastes synthèses, était depuis quelques années discréditée. Mais elle fait aujourd'hui un retour en force. Francis Fukuyama voit dans le XXI<sup>e</sup> siècle débutant le triomphe définitif de la société de liberté et de marché, et du même coup la "fin de l'histoire". Nombre d'auteurs croient trouver dans la "globalisation" la caractéristique radicalement nouvelle qui singulariserait notre époque. D'autres soulignent le parcours chaotique et destructeur du siècle passé. Mais il est aussi celui de progrès exceptionnel des sciences et des techniques et d'un essor sans précédent des populations humaines et de leur niveau de vie. Comme le note, après Hobsbawm, le récent prix Nobel d'économie, Robert Mundell ("A Reconsideration of the Twentieth Century", *American Economic Review*, juin 2000), ce siècle, par comparaison avec les précédents, a été celui des extrêmes : la première guerre mondiale, le communisme, l'hyperinflation, le fascisme, la grande dépression, les génocides, la deuxième guerre mondiale, la bombe atomique et l'occupation soviétique de l'Europe de l'Est. Par contraste, la fin de la période renoue avec la stabilité, la liberté et la prospérité d'avant 1914.

Mais peut-on ramener une évolution aussi complexe à quelques facteurs déterminants expliquant ensemble une part significative des faits étudiés ? Chacun tend à voir midi à sa porte et un spécialiste des systèmes monétaires comme Mundell voit dans le "facteur monnaie" le déterminant des événements politiques du monde. Pour lui, la prospérité d'avant 1914 était due en grande partie au système de l'étalon-or, qui fut détruit par la première guerre mondiale. C'est la maladresse de son rétablissement d'après-guerre qui engendra la grande dépression de 1929. La déflation des années 30 conduisit alors au totalitarisme et à la deuxième guerre mondiale.

Le système de Bretton-Woods établi en 1944 permit de retourner aux changes fixes et de renouer avec la prospérité. Mais par la suite une trop forte expansion monétaire aux Etats-Unis, jointe à un prix de l'or insuffisant, sonna le glas du système. Il fallut abandonner la convertibilité-or du dollar au début des années 70. Les changes flottants déterminèrent dans un premier temps une forte inflation qui put ensuite être maîtrisée une fois l'apprentissage des banques centrales et des gouvernements effectué, dans les années 80.

On reconnaît là les thèmes longtemps défendus en France par Jacques Rueff qui font découler tous les phénomènes sociaux de l'ordre monétaire national et international. La faiblesse de la thèse vient de l'absence d'explication solide des relations causales postulées entre les institutions monétaires et tous les autres aspects de la vie économique, sociale et politique. L'argumentation, vague, consiste à soutenir que l'inflation ou la déflation détruisent la croissance économique et le consensus social, provoquant conflits politiques internes et guerres entre les nations. La stabilité des prix et la fixité des changes seraient la condition ultime de la prospérité et de la paix. D'où la mystique de la monnaie stable beaucoup plus proche de l'acte de foi que de l'analyse vérifiable.

Mais la plupart des commentateurs expliquent le déroulement du siècle autrement, par la propagation des conceptions politiques et sociales : les doctrines du nationalisme, de l'impérialisme, du communisme et du fascisme. L'histoire des sociétés découlerait de la contagion des idées. Le livre de Furet, *Le passé d'une illusion : essai sur l'idée communiste au*

*XX<sup>e</sup> siècle*, est parfaitement représentatif de cette approche : la réalité découle d'une illusion, de la diffusion dans les masses d'idées arbitraires. Les idées politiques et économiques créent le monde. Les "mauvaises idées" comme les microbes et autres virus, auraient la capacité d'infecter les esprits, et il faudrait, comme en médecine, réagir constamment à l'apparition de nouvelles souches par le combat intellectuel et politique, par la mise en circulation d'antibiotiques ou antiviraux toujours plus puissants, pour en venir à bout et restaurer la santé du corps social. Cette analogie médicale séduit la plupart des intellectuels qui, comme artisans et commerçants d'idées, sont flattés par le pouvoir faustien ainsi attribué à leurs créations et donc à leurs personnes. Il est cependant difficile d'expliquer pourquoi les "bonnes" conceptions de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ont été abandonnées au profit des "mauvaises" idéologies du communisme et du fascisme, et surtout pourquoi ces conceptions néfastes pour les sociétés qui les adoptent ont pu se maintenir et prospérer si longtemps (70 ans pour le communisme). Inversement, si l'on croit à la supériorité du socialisme ou de communisme il faut expliquer la débâcle des années 90 et le retour à des conceptions libérales et de marché partout dans le monde. Sauf à adopter la perspective agnostique d'un effet de balancier, de modes successives et contradictoires en matière d'organisation sociale. Mais l'effet de balancier reste lui-même inexpliqué : il n'y aurait jamais d'apprentissage mais seulement alternance de conceptions arbitraires.

Dans Le Second XX<sup>e</sup> siècle (Grasset, 2000), j'ai proposé une explication économique de l'évolution des systèmes sociaux de la période : triomphe des grandes hiérarchies d'Etat et d'entreprises dans les deux premiers tiers du siècle, puis déclin de ces mêmes hiérarchies et triomphe des marchés dans son dernier tiers. Dans la première sous-période l'extraordinaire développement des rythmes et volumes de production a engendré une pénurie d'information qui conduisit à privilégier l'organisation hiérarchique, qui en est économe, par rapport à l'organisation de marché, qui en réclame beaucoup. Inversement, à partir des années 60, la révolution de l'information qui rendit cette dernière surabondante en faisant chuter son coût à la verticale, favorisa l'organisation de marché au détriment de l'organisation hiérarchique devenue inutile puisqu'il n'était plus aussi nécessaire d'économiser une information désormais largement disponible pour tous à moindre coût.

Dans cette analyse le passage du technique au social et au politique se fait par le mécanisme économique : le prix et la quantité de l'information relativement à celui et celle des biens et services en détermine l'utilisation plus ou moins intensive, et par conséquent la modalité dominante de l'organisation sociale, marché ou hiérarchie. Or toutes les activités humaines, économiques ou politiques, passent par l'une ou l'autre de ces deux modalités d'organisation. Il s'ensuit que tous les aspects de la vie en société sont affectés pas le choix de l'organisation, qui dépend à son tour du prix relatif, de la disponibilité relative de la production de biens et de celle de l'information. L'idéologie dans ce contexte, loin d'être la cause première des évolutions sociales et des modes d'organisation, en est l'accompagnement, le complément, la rationalisation justificatrice. Les conceptions et idées reflètent la réalité technique et économique. Elles expriment les nécessités, contingentes, d'une organisation efficiente.

C'est ce qui explique les étonnants retournements des idéologies dominantes au cours du siècle. Les hommes se déjugent pour s'adapter aux nouvelles conditions économiques de l'organisation, qui ont changé radicalement sous l'effet de la seconde révolution industrielle à la fin du XIX<sup>e</sup>, puis lors de la révolution de l'information dans le dernier tiers du XX<sup>e</sup>. La société à information rare donne l'entreprise géante et les Etats totalitaires, et du même coup l'idéologie fordiste, communiste ou fasciste. L'abondance d'information donne la désintégration des hiérarchies, privées et publiques, et le triomphe des marchés, ainsi, nécessairement, que l'idéologie individualiste, libérale ou libertaire.

La simplification est-elle excessive ? Peut-on la récuser comme un avatar du déterminisme

technologique ? Il me semble plutôt que la démarche est celle, classique, de la science économique. Celle-ci consiste en effet à expliquer les comportements humains en termes de prix relatifs et de niveaux de revenus. Ce sont les deux seuls facteurs explicatifs qui sont censés rendre compte de tous les comportements de consommation, d'épargne et d'investissement. Lorsqu'on applique la même démarche aux coûts relatifs de divers types d'organisation, on explique du même coup la plupart des activités sociales qui, toutes, passent par des organisations, soit de marché soit hiérarchiques. Il ne s'agit en somme que d'un élargissement du champs habituel d'application de la théorie microéconomique selon la méthode usuelle : essayer d'expliquer le plus de phénomènes possible par un nombre très réduit de facteurs. En économie, comme dans les autres sciences, une théorie est d'autant plus utile qu'elle est plus réductrice.

L'économiste admettra certes que d'autres facteurs que les prix et les revenus peuvent intervenir pour compléter l'analyse. Mais l'on constate en général que prix et revenus jouent le rôle principal dans les évolutions observées. Lorsqu'il faut faire appel à un grand nombre de facteurs explicatifs c'est que l'explication n'est pas au point. Le déterminisme économique (et non pas "techno-informationnel" puisqu'il passe par les prix et les choix économiques de l'organisation la plus efficace) peut donc légitimement être proposé comme hypothèse explicative des évolutions sociales si l'on explique par quelles voies précises il affecte les comportements politiques. L'explication spécifique proposée dans ce livre peut et doit être contestée. Mais son principe n'est pas en soi une faiblesse. Il repose au contraire sur l'expérience séculaire de l'analyse économique des comportements humains.

JJR

<http://perso.wanadoo.fr/jeanjacques.rosa>

*Le Figaro*, vendredi 13 octobre 2000